

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Christian Tanguay, trésorier par intérim, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Lévis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature



Date 18 juin 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	31
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	32
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	33
Situation financière par organismes	34
Charges par objets	35
Fonds local d'investissement	36
Fonds local de solidarité	38
Excédent (déficit) accumulé	40
Avantages sociaux futurs	44

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	55
Analyse des charges consolidées	67

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Lévis,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **VILLE DE LÉVIS** (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Ville au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent de la reddition de comptes financière, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu la reddition de comptes financière avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L. ¹

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

Québec, Canada

Le 18 juin 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A102687

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	256 285 059	256 849 809	244 158 790
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 274 611	9 379 692	7 787 317
Quotes-parts	3			
Transferts	4	30 870 261	50 630 518	34 491 339
Services rendus	5	22 585 214	14 720 441	18 908 934
Imposition de droits	6	9 063 050	16 014 892	14 375 702
Amendes et pénalités	7	4 115 200	3 723 923	3 952 016
Revenus de placements de portefeuille	8	266 000	422 737	519 986
Autres revenus d'intérêts	9	1 066 000	836 163	1 269 725
Autres revenus	10	969 904	10 866 912	33 483 067
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	333 495 299	363 445 087	358 946 876
Charges				
Administration générale	14	36 296 086	33 788 136	33 999 638
Sécurité publique	15	61 719 727	60 752 995	59 394 339
Transport	16	77 712 353	74 523 620	77 464 926
Hygiène du milieu	17	62 963 573	64 616 883	63 071 963
Santé et bien-être	18	5 698 000	764 171	2 940 412
Aménagement, urbanisme et développement	19	14 902 361	14 675 808	14 454 564
Loisirs et culture	20	45 159 474	43 912 042	42 330 206
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	17 303 460	13 206 778	14 843 623
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	321 755 034	306 240 433	308 499 671
Excédent (déficit) de l'exercice	25	11 740 265	57 204 654	50 447 205
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		747 614 131	697 166 926
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		747 614 131	697 166 926
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		804 818 785	747 614 131

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	44 374 814	14 313 990
Débiteurs (note 5)	2	155 012 383	162 672 538
Prêts (note 6)	3	6 546 422	2 185 960
Placements de portefeuille (note 7)	4	5 494 222	5 011 899
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	7 560 300	4 038 900
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	218 988 141	188 223 287
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 585 406	32 266 696
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	87 331 131	77 564 624
Revenus reportés (note 12)	12	21 695 922	21 277 067
Dettes à long terme (note 13)	13	532 159 821	518 263 946
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	753 000	299 100
Autres passifs (note 14)	15	5 815 546	5 137 105
	16	649 340 826	654 808 538
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(430 352 685)	(466 585 251)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	1 213 940 748	1 189 173 439
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	17 257 635	15 825 647
Stocks de fournitures	20	2 485 903	2 489 273
Autres actifs non financiers (note 18)	21	1 487 184	6 711 023
	22	1 235 171 470	1 214 199 382
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	804 818 785	747 614 131

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 740 265	57 204 654	50 447 205
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	117 041 000 )(	78 901 517 )(	125 556 954)
Produit de cession	3		496 530	521 464
Amortissement	4	50 261 975	53 850 851	51 313 690
(Gain) perte sur cession	5		766 646	(146 249)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(66 779 025)	(23 787 490)	(73 868 049)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(1 431 987)	(447 150)
Variation des stocks de fournitures	10		3 370	(158 471)
Variation des autres actifs non financiers	11		5 223 839	(3 632 474)
	12		3 795 222	(4 238 095)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14		(979 820)	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(55 038 760)	36 232 566	(27 658 939)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(466 585 251)	(439 094 775)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			168 463
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(466 585 251)	(438 926 312)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(430 352 685)	(466 585 251)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	57 204 654	50 447 205
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	53 850 851	51 313 690
Autres			
▪ gain/perte	3	(249 726)	(160 949)
▪ Prov.prêt mauv.créance CLD	4	89 689	46 699
	5	110 895 468	101 646 645
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	7 660 155	(6 819 490)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	10 444 948	4 570 484
Revenus reportés	9	418 855	16 039 082
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(3 067 500)	3 099 000
Propriétés destinées à la revente	11	(1 431 987)	(447 150)
Stocks de fournitures	12	3 370	(158 471)
Autres actifs non financiers	13	5 223 839	(3 632 474)
	14	130 147 148	114 297 626
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15 (	78 901 517 )(	125 556 954)
Produit de cession	16	496 530	521 464
	17	(78 404 987)	(125 035 490)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 (	5 009 728 )(	847 820)
Remboursement ou cession	19	559 577	531 461
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 (	445 771 )(	440 512)
Cession	21		
	22	(4 895 922)	(756 871)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	70 274 022	90 332 492
Remboursement de la dette à long terme	24 (	56 477 965 )(	58 494 427)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(30 681 290)	(17 652 383)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	99 818	(420 977)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(16 785 415)	13 764 705
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	30 060 824	2 269 970
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	14 313 990	12 044 020
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	14 313 990	12 044 020
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	44 374 814	14 313 990

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la Loi portant sur la réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais.

La Ville est un organisme municipal régi par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au « Manuel de la présentation de l'information financière municipale » publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13, S14 et S15, et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats.

Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Ville et combinés ligne par ligne, et les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend la Société de transport de Lévis.

Les comptes de la Ville et de l'organisme compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers.

b) Partenariats

La Ville participe à un partenariat dans la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière (Régie).

Les comptes de la Ville et de l'organisme compris dans le périmètre comptable dans le cas d'un partenariat sont consolidés proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans les états financiers.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie pour l'exercice 2020 est de 92,9645 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 94,1159 % en début d'exercice à 94,0382 % à la fin de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Ville, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des résultats estimatifs établis par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constataion des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire.

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés des soldes bancaires, incluant les découverts bancaires, dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la formule du coût moyen.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les immobilisations reçues sous forme d'apport ou acquises pour une valeur symbolique sont comptabilisées selon une estimation de la valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à compter de l'année suivant leur transfert à la catégorie d'immobilisation appropriée, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	de 5 à 40 ans
Bâtiments	de 10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	de 3 à 16 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 et 10 ans
Autres	5 ans

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la formule du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement

La Régie comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement qu'elle a exploité. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée du site.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion du site d'enfouissement.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux et du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la Ville et la Société de transport de Lévis est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la Ville et la Régie sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les régimes de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auxquels participe la Société de transport de Lévis sans en être le promoteur, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale, de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (Loi).

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 pour la Ville et en date du 31 décembre 2020 pour la Société de transport de Lévis selon la méthode de la valeur liée au marché lissée sur une période de cinq ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'administration municipale a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'administration municipale a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Ville et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- Salaires et avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- Intérêts sur la dette à long terme (net des montants débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

Avantages sociaux futurs :

- Passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit 17 ans;
- Coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- À titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : devra avoir été complètement renversé au terme de la DMERCA;

- À titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : devra avoir été complètement renversé au terme de la DMERCA.

Frais de fermeture du site d'enfouissement :

- Est amorti sur la durée restante du site depuis 2016.

Frais d'assainissement des sites contaminés :

- Pour le passif constaté au 1er janvier 2015 : sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- Pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	43 208 098	13 390 369
Découvert bancaire	2 ()	(
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	1 166 716	923 621
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	44 374 814	14 313 990
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	21 528 056	9 906 954
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		7 515 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note

La politique de la Ville consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires, dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	51 425 073	48 075 672
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	79 842 807	79 260 443
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	15 544 212	27 906 771
Organismes municipaux	15	375 447	275 332
Autres			
▪ cour municipale	16	2 186 402	1 761 751
▪ Autres débiteurs	17	5 638 442	5 392 569
	18	155 012 383	162 672 538
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	50 957 350	54 064 573
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	50 957 350	54 064 573
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	2 376 266	2 272 766

Note

Dans le cadre de programmes de subvention, le gouvernement du Québec a confirmé sa participation financière qui sera versée à la Société de transport de Lévis sur la base d'un service de la dette d'une durée de dix ans. Les encaissements relatifs aux intérêts portent sur des obligations et billets ayant des taux d'intérêt variant de 1,75 % à 2,85 % et échéant de 2021 à 2024.

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24	107 151	107 151
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ Prêts FLI, FLS et FDE	26	6 439 271	2 078 809
▪	27		
	28	6 546 422	2 185 960
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	315 293	329 760

Note

Les prêts FLI, FLS et FDE portent intérêt à des taux variant de 0 % à 11 % et viennent à échéance entre février 2021 et octobre 2027.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

7. Placements de portefeuille

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	164 672	164 672
Autres placements	31	5 329 550	4 847 227
	32	5 494 222	5 011 899
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	5 494 222	5 011 899
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	40 000	40 000

Note

Les placements à titre d'investissement sont constitués d'actions dans des sociétés privées et publiques investies dans le cadre du FLI et du FLS.

Les autres placements sont constitués d'obligations dont les taux d'intérêt varient de 0,25 % à 3,5 % et échéant de 2022 à 2029, pour un coût de 4 966 824 \$ et d'actions canadiennes pour un coût de 766 064 \$. Aux états financiers consolidés, ces placements ont été pondérés au taux de 92,9645 %. Ces placements sont détenus dans la fiducie du fonds de gestion post-fermeture.

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	6 807 300	3 739 800
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	6 807 300	3 739 800
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	7 422 200	9 882 300
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	511 183	498 931
Autres régimes (REER et autres)	41	65 619	65 536
Régimes de retraite des élus municipaux	42	332 457	326 531
	43	8 331 459	10 773 298

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'un emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 95 000 000 \$, dont 4 918 \$ est utilisé au 31 décembre 2020, portant intérêt au taux préférentiel diminué de 0,75 % et sans date de renouvellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La Régie dispose d'une marge de crédit autorisée au montant de 2 000 000 \$, inutilisée au 31 décembre 2020, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %.

La Société de transport de Lévis dispose d'un emprunt bancaire d'un montant autorisé de 7 000 000 \$ pour les opérations courantes, portant intérêt au taux préférentiel. Elle dispose également de sept marges de crédit autorisées aux montants variant de 615 000 \$ à 2 535 000 \$ pour un total de 17 455 000 \$ pour les projets d'investissement, portant intérêt au taux préférentiel diminué de 0,25 %.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	29 494 499	28 419 036
Salaires et avantages sociaux	48	34 130 689	28 916 419
Dépôts et retenues de garantie	49	12 705 353	10 916 309
Provision pour contestations d'évaluation	50	8 051 885	6 282 036
Autres			
▪	51		
▪ Intérêts courus	52	2 652 229	2 752 867
▪ Gouvernement du Qc	53	268 024	262 283
▪ Autres	54	19 350	12 993
▪ Organismes municipaux	55	9 102	2 681
	56	87 331 131	77 564 624

Note

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	503 291	349 982
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	656 340	563 197
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	3 750 460	3 062 624
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64	10 498 913	15 545 713
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Autres revenus reportés	67	2 101 598	1 665 375
▪ Transferts	68	4 185 320	90 176
▪	69		
▪	70		
	71	21 695 922	21 277 067

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent à 6 515 872 \$ (2019 - 6 900 410 \$) pour le réaménagement de la Pointe-Benson et à 3 750 000 \$ (2019 - 7 443 000 \$) pour la Zone Innovation.

La Société de transport de Lévis a bénéficié du Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes (voir note 27).

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	3,90	2021	2030	72	520 977 941	508 228 648
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises		4,97	2021	2026	76	4 909 644	2 083 486
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,47	2,47	2021	2021	78	10 597 068	12 331 618
Autres		5,00	2021	2028	79	1 448 760	1 493 604
					80	537 933 413	524 137 356
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(5 773 592)	(5 873 410)
					82	532 159 821	518 263 946

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		56 716 905	458 002	617 721	57 792 628
2022	84		53 269 715	451 810	443 169	54 164 694
2023	85		49 286 157	451 810	343 892	50 081 859
2024	86		45 194 349	451 810	286 153	45 932 312
2025	87		41 355 666	451 810	197 379	42 004 855
2026 et plus	88		275 155 149	8 331 826	4 470 090	287 957 065
	89		520 977 941	10 597 068	6 358 404	537 933 413
Intérêts et frais accessoires	90			()	()	
	91		520 977 941	10 597 068	6 358 404	537 933 413

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

14. Autres passifs

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	5 485 834	4 998 656
Assainissement des sites contaminés	93	329 712	138 449
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98	5 815 546	5 137 105

Note**Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement**

Conformément à la convention de fiducie intervenue le 14 juillet 1998 et selon les exigences précisées à la « condition 21 » du décret numéro 701-98 adopté par le gouvernement du Québec en date du 27 mai 1998 et modifié par le décret numéro 1083-2007 du 5 décembre 2007, la Régie s'est engagée à mettre en oeuvre un programme de surveillance des eaux de lixiviation pour la période de gestion d'après-fermeture du site d'enfouissement.

Le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture de la Régie est constaté dans ses états financiers en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique (en mètres cubes). Au 31 décembre 2020, le passif présenté au titre des activités de fermeture est de 437 000 \$ et celui présenté au titre des activités d'après-fermeture est de 5 464 000 \$. Le total des dépenses estimatives rattachées aux activités de fermeture et d'après-fermeture est de 535 000 \$ pour l'exercice 2020. Le solde restant à constater est de 8 454 520 \$ pour une capacité restante de la décharge de 1 246 115 mètres cubes. La durée de vie restante estimative de la décharge est de 15,5 ans. La durée estimative de la période au cours de laquelle il sera nécessaire de poursuivre les activités d'après-fermeture est de 30 ans.

Selon les exigences précisées à la « condition 21 » du décret, la Régie s'est engagée à constituer sous forme de fiducie des garanties financières ayant pour but de couvrir les coûts afférents à la gestion d'après-fermeture du lieu d'enfouissement sanitaire autorisé. Elle doit verser au patrimoine fiduciaire, durant la période d'exploitation, laquelle prendra fin le 30 juin 2036, des contributions dont la valeur totale doit être équivalente à la valeur que représente la somme de 3 181 952 \$ actualisée (montant exprimé en dollars de 1988), par indexation au 1er janvier de chacune des années ou parties d'années comprises dans la période d'exploitation, sur la base du taux de variation des indices des prix à la consommation pour le Canada. De plus, à la fin de chaque période de cinq années d'exploitation, la valeur totale des contributions à verser au patrimoine fiduciaire ainsi que le montant de la contribution à verser pour chaque mètre cube de déchets (après compactage) enfouis doivent faire l'objet d'une réévaluation et, le cas échéant, d'ajustement.

Le montant des actifs affectés au règlement du passif au titre des activités d'après-fermeture au 31 décembre 2020 est de 6 307 945 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Passif au titre des sites contaminés

Des analyses ont amenés à conclure de ne pas comptabiliser un passif au titre des sites contaminés pour trois terrains. La principale raison à l'appui de cette conclusion provient du fait que l'on ne prévoit pas que des avantages économiques futurs seront abandonnés, puisque la Ville n'a aucune obligation légale ou envers des tiers, ni intention de procéder à leur réhabilitation.

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(430 352 685)	(466 585 251)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(430 352 685)	(466 585 251)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	325 814 671	19 878 726	319 237	345 374 160
Eaux usées	104	412 083 369	12 541 411		424 624 780
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	512 692 646	65 986 140		578 678 786
Autres					
▪	106	215 222 134	8 332 178		223 554 312
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	238 222 641	7 856 597		246 079 238
Améliorations locatives	110	3 585 313			3 585 313
Véhicules	111	103 347 704	1 805 186	765 846	104 387 044
Ameublement et équipement de bureau	112	45 320 034	2 773 427		48 093 461
Machinerie, outillage et équipement divers	113	53 192 776	808 737	927 736	53 073 777
Terrains	114	41 511 501	3 831 473	27 945	45 315 029
Autres	115	649 391			649 391
	116	1 951 642 180	123 813 875	2 040 764	2 073 415 291
Immobilisations en cours	117	77 959 756	(44 912 358)		33 047 398
	118	2 029 601 936	78 901 517	2 040 764	2 106 462 689
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	111 993 875	7 542 394	63 826	119 472 443
Eaux usées	120	197 251 195	9 508 950		206 760 145
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	203 560 433	11 023 666		214 584 099
Autres					
▪	122	113 511 048	6 077 051		119 588 099
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	76 692 220	5 701 093		82 393 313
Améliorations locatives	126	3 209 130	238 613		3 447 743
Véhicules	127	62 957 073	7 157 203	765 846	69 348 430
Ameublement et équipement de bureau	128	35 534 324	2 834 830		38 369 154
Machinerie, outillage et équipement divers	129	35 069 805	3 767 051	927 735	37 909 121
Autres	130	649 394			649 394
	131	840 428 497	53 850 851	1 757 407	892 521 941
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	1 189 173 439			1 213 940 748
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133	13 101 940		2 504 872	10 597 068
Amortissement cumulé	134	(982 646)	(327 360)		(1 310 006)
Valeur comptable nette	135	12 119 294			9 287 062

Note

Au cours de l'exercice, la Ville a reçu des terrains et infrastructures

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

d'assises de rues d'un montant de 2 757 392 \$ (2019 - 27 952 701 \$) sous forme d'apports.

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	10 026 537	9 352 271
Immeubles industriels municipaux	137	7 231 098	6 473 376
Autres	138		
	139	17 257 635	15 825 647
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	17 257 635	15 825 647

Note

18. Autres actifs non financiers

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Assurances et autres	142	1 487 184	6 711 023
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	1 487 184	6 711 023

Note

19. Obligations contractuelles

Ville de Lévis

La Ville s'est engagée à assumer 10 % du déficit d'exploitation de l'Office municipal d'habitation de Lévis.

De plus, la Ville s'est engagée envers certains fournisseurs pour une somme de 131 088 000 \$ au 31 décembre 2020.

Ces engagements concernent principalement l'entretien de propriétés appartenant à la Ville, le déneigement de rues, l'entretien du réseau d'éclairage, la cueillette et le transport des ordures et des matières recyclables incluant la fourniture de bacs roulants, la fourniture et livraison de carburant, la fourniture de services professionnels, baux et location de patinoires.

Les échéances se répartissent comme suit :

2021 :	72 348 000 \$
2022 :	29 857 000 \$
2023 :	13 271 000 \$
2024 :	5 838 000 \$
2025 :	2 841 000 \$
2026 à 2029 :	6 933 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière

En vertu de l'entente relative à la constitution de la Régie, celle-ci s'est engagée à verser une compensation à la Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon pour la durée de l'entente, soit un minimum de 30 ans et pouvant aller jusqu'à la dernière année d'exploitation du site. La compensation est de 3,6034 \$ la tonne métrique, représentant une dépense de 144 320 \$ en 2020. La compensation annuelle ne peut être inférieure à 80 000 \$.

Les versements relatifs à des contrats d'entretien et de services totalisent 40 386 \$ et se répartissent comme suit : 2021 - 16 632 \$ et 2022 à 2024 - 7 918 \$ par année.

Les versements relatifs à un contrat pour l'exploitation du lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Lambert-de-Lauzon totalisent 1 611 607 \$ et se répartissent comme suit : 2021 - 508 969 \$, 2022 - 536 699 \$ et 2023 - 565 939 \$.

Les versements relatifs à un contrat de déneigement totalisent 74 657 \$ et se répartissent comme suit : 2021 et 2022 - 27 148 \$ par année et 2023 - 20 361 \$.

Société de transport de Lévis

La Société de transport de Lévis a signé un contrat de transport en commun échéant en juin 2022 et des contrats de service de rabattement par taxis échéant en juin 2021. Les versements minimums relatifs à ces contrats totalisent 4 508 714 \$ et se répartissent comme suit : 2021 - 3 057 909 \$ et 2022 - 1 450 805 \$.

De plus, la Société de transport de Lévis a signé des contrats de transport adapté échéant en décembre 2022 et décembre 2023. Les versements minimums relatifs à ces contrats totalisent 4 259 451 \$ et se répartissent comme suit : 2021 - 1 422 061 \$, 2022 - 1 448 755 \$ et 2023 - 1 388 635 \$.

Les versements relatifs à divers contrats de location, d'entretien et d'autres services, échéant de 2021 à 2026, totalisent 912 687 \$ et se répartissent comme suit : 2021 - 350 057 \$, 2022 - 339 613 \$, 2023 - 146 137 \$, 2024 - 50 451 \$, 2025 - 15 846 \$ et 2026 - 10 583 \$.

20. Droits contractuels

Ville de Lévis

La Ville a des droits contractuels relativement aux programmes de subvention suivants :

- Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ 2019-2023) : montant : 21 750 082 \$, échéance : 31 décembre 2023;
- Fonds Chantiers Canada-Québec : montant : 147 423 \$, échéance : 31 mars 2021;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau : montant : 6 958 636 \$, sans échéance;
- Stratégie Maritime : montant : 375 049 \$, sans échéance;
- Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique : montant : 184 278 \$, sans échéance;
- Fonds d'appui au rayonnement des régions : montant : 5 308 \$, sans échéance;
- Recyc-Québec - Démolition Usine Gilmour : montant : 176 439 \$, échéance : 31 mars 2021;
- Programme de soutien pour le remplacement ou la modification des systèmes de réfrigération : montant : 481 657 \$, échéance : 31 mars 2021.

La Ville possède des ententes contractuelles concernant des revenus de location d'emplacements pour structure d'affichage, de loyers divers et des revenus découlant de services divers.

Les revenus anticipés découlant de ces ententes se détaillent comme suit :

2021 :	3 540 625 \$
2022 :	3 090 833 \$
2023 :	2 305 284 \$
2024 :	2 271 748 \$
2025 :	2 078 542 \$
2026 à 2039 :	7 303 204 \$

Société de transport de Lévis

Conformément aux modalités du Programme d'aide d'urgence au transport collectif (PAUTC), le gouvernement du Québec offre une aide financière de 10 900 000 \$ à la Société de transport de Lévis afin de compenser les pertes de revenus subies et les dépenses additionnelles effectuées pour des raisons sanitaires liées à la pandémie de la COVID-19 pour la période comprise entre le 1er avril 2020 et le 31 décembre 2022. Au 31 décembre 2020, des revenus de transfert pour un montant total de 1 566 252 \$ ont été inscrits aux états financiers.

Dans le cadre du Programme d'aide financière du fonds pour l'infrastructure de transport en commun (PAFFITC), la Société de transport de Lévis et le gouvernement du Québec ont signé des protocoles d'entente dans lesquels les gouvernements du Canada et du Québec s'engagent à verser des sommes totalisant 3 752 252 \$ pour deux projets d'investissement en cours admissibles à une subvention de 90 %. Ces projets d'investissement doivent être complétés pour le 30 septembre 2022. Au 31 décembre 2020, des revenus de transfert pour un montant total de 3 313 680 \$ ont été comptabilisés aux états financiers.

En vertu de l'Entente bilatérale intégrée relative au Programme d'infrastructure Investir dans le Canada Canada-Québec, le gouvernement fédéral a approuvé le financement du projet d'implantation de mesures prioritaires pour le transport

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

en commun sur le boulevard Guillaume-Couture à Lévis pour un montant maximal de 25 553 345 \$, correspondant à 40 % des dépenses admissibles. Au 31 décembre 2020, aucun montant n'a été comptabilisé dans les revenus puisque le projet de construction n'a pas commencé.

De plus, la Société de transport de Lévis a conclu une convention d'exploitation publicitaire des abribus et des autobus échéant le 31 décembre 2024. En vertu de cette convention, une redevance annuelle doit être versée à la Société de transport de Lévis, basée sur un pourcentage des revenus publicitaires, mais soumise à un minimum garanti.

En mars 2019, la Société de transport de Lévis a signé une entente avec le Réseau de transport de la Capitale (RTC), l'Université Laval (Université) et ses associations étudiantes concernant le laissez-passer universitaire permettant un accès illimité aux services de transport des deux réseaux pour les étudiants à temps plein. En vertu de cette entente, l'Université s'est engagée à percevoir des étudiants assujettis un montant de 30 \$, 33 \$ et 36 \$ par mois pour les années universitaires respectives de 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, suivi d'une indexation annuelle de 2 % pour les années subséquentes. La répartition des sommes entre le RTC et la Société de transport de Lévis est déterminée en fonction des dernières adresses de résidence permanente des étudiants, soit celles déclarées dans la région administrative de Chaudière-Appalaches pour la Société de transport de Lévis. Cette entente sera en vigueur pour une durée de dix ans.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
Complexe de soccer Honco de Lévis	2 750 000	1 400 473	1 437 510
C Socio-Cult. St-Étienne (Bruno Verret)	2 228 010	2 652 688	
148	4 978 010	4 053 161	1 437 510

Complexe de soccer Honco de Lévis

La Ville s'est engagée, jusqu'en 2027, à verser au Complexe de soccer Honco de Lévis un montant correspondant à tout déficit annuel d'encaisse jusqu'à concurrence d'un montant de 100 000 \$ annuellement. Le déficit annuel d'encaisse correspond aux profits nets plus l'amortissement des immobilisations moins la portion capital du remboursement de la dette moins l'amortissement des apports reportés affectés aux immobilisations.

De plus, la Ville a consenti un cautionnement personnel dégressif des obligations du Complexe de soccer Honco de Lévis pour un montant n'excédant pas la moitié du solde de l'emprunt hypothécaire consenti au montant de 5 500 000 \$ pour la construction du Complexe. Le solde des emprunts au 31 décembre 2020 s'élève à 2 800 945 \$, donc pour un solde de cautionnement consenti par la Ville de 1 400 473 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) Auto-assurance

En responsabilité civile générale, la Ville couvre elle-même les réclamations jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$ par sinistre. Une réserve financière a d'ailleurs été créée en 2002 afin de niveler sur plusieurs exercices les impacts financiers qui pourraient en résulter.

C) Poursuites

Différentes poursuites et réclamations contre la Ville totalisent environ 22 420 000 \$. De l'avis des procureurs de la Ville, les montants réclamés sont nettement exagérés ou non fondés et la défense de la Ville est considérée comme très sérieuse.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

La Régie a relevé qu'une retenue contractuelle était erronée. En conséquence, le solde des comptes à payer au 1er janvier 2019 a été diminué de 183 400 \$, correspondant à la retenue contractuelle comptabilisée en double.

Les « Crédoiteurs et charges à payer » au 1er janvier 2019 ont été diminués d'un montant de 183 400 \$, les « Immobilisations - Infrastructures autres » de 168 463 \$ et les « Débiteurs - Gouvernement du Québec et ses entreprises » de 14 937 \$.

Le solde des « Investissement net dans les immobilisations et autres actifs » a été diminué d'un montant de 168 463 \$ et le solde de l'« Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté » a été augmenté de 168 463 \$.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**26. Événements significatifs****Ville de Lévis**

Depuis mars 2020, la pandémie du coronavirus (COVID-19) a entraîné et continue d'entraîner une situation exceptionnelle causant des impacts financiers pour la Ville.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la pandémie a eu des incidences financières négatives et la Ville a adopté plusieurs mesures financières spécifiques qui étaient toujours en vigueur au 31 décembre 2020, notamment l'annulation des festivals, événements sportifs et rassemblements publics ainsi que la fermeture de plusieurs installations culturelles et sportives. Des mesures d'aides aux personnes vulnérables et aux commerces et entreprises ont aussi été prises.

Afin d'atténuer les impacts financiers, une aide financière d'un montant de 12 522 994 \$ lui a été accordée à titre de soutien pour atténuer les répercussions financières de la pandémie dans le cadre de l'Accord sur la relance sécuritaire.

Société de transport de Lévis

L'exercice 2020 a été marqué par la pandémie du coronavirus (COVID-19) qui a eu et continue d'avoir des répercussions majeures sur le transport collectif des usagers. Après la déclaration de l'état d'urgence sanitaire liée à la COVID-19 en mars 2020, toutes les sociétés de transport ont observé une baisse d'achalandage considérable. En dépit de cette situation, et puisqu'elles offrent un service qualifié d'essentiel par le gouvernement, les sociétés de transport ont maintenu la majeure partie des services réguliers fournis aux usagers. Cette crise, sans précédent, s'est traduite par des pertes de revenus de l'ordre de 3 700 000 \$ en plus d'engendrer des dépenses additionnelles pour la mise en place de mesures sanitaires pour un montant de 216 195 \$.

Afin d'atténuer ces impacts financiers, le ministère des Transports offre une aide financière exceptionnelle par le biais de son Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes (PAUTC) afin de pallier aux pertes de revenus tarifaires et aux dépenses supplémentaires résultant de la pandémie pour les années 2020 à 2022. Au 31 décembre 2020, conformément aux modalités de ce programme d'aide, des revenus de subventions pour un montant total de 1 566 252 \$ ont été constatés aux états financiers afin de couvrir une partie des pertes de revenus des usagers et des dépenses additionnelles jusqu'à concurrence de la résorption du déficit d'opération de l'exercice, à l'exception toutefois de deux éléments, soit un montant de subvention de 514 297 \$ encaissé en 2020, mais relié à l'exercice 2019 dans le cadre du Programme d'aide au développement du transport collectif et le surplus relié aux opérations du transport adapté de 604 783 \$, l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales se chiffrant à 1 119 080 \$ pour l'exercice 2020.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Dans le cadre du PAUTC, la Société de transport de Lévis a encaissé, au cours de l'exercice 2020, des montants de transfert de 5 501 510 \$ et 203 915 \$ pour le transport régulier et le transport adapté, respectivement. Le montant de l'aide financière non utilisé en 2020 est reporté aux exercices 2021 et 2022 pour un montant total de 4 139 173 \$ qui se répartit comme suit : 3 935 258 \$ pour le transport régulier et 203 915 \$ pour le transport adapté.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	244 001 124	256 378 859	256 946 858			256 849 809
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 787 317	8 274 611	9 379 692			9 379 692
Quotes-parts	3					17 004 782	
Transferts	4	8 009 513	9 715 852	22 719 808		9 284 580	32 004 388
Services rendus	5	11 879 812	13 135 037	9 994 607		5 777 390	14 720 441
Imposition de droits	6	14 075 702	9 063 050	15 983 933			15 983 933
Amendes et pénalités	7	3 952 016	4 115 200	3 723 923			3 723 923
Revenus de placements de portefeuille	8	519 986	266 000	422 737			422 737
Autres revenus d'intérêts	9	1 107 264	1 065 000	687 865		148 298	836 163
Autres revenus	10	2 876 174	716 904	4 666 148		218 699	4 884 847
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	294 208 908	302 730 513	324 525 571		32 433 749	338 805 933
Investissement							
Taxes	13	251 652					
Quotes-parts	14						
Transferts	15	11 392 184	26 185 000	17 082 635		1 543 495	18 626 130
Imposition de droits	16	300 000		30 959			30 959
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	27 952 701	150 000	2 757 392			2 757 392
Autres	18	2 365 393	1 120 000	3 224 673			3 224 673
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	42 261 930	27 455 000	23 095 659		1 543 495	24 639 154
	21	336 470 838	330 185 513	347 621 230		33 977 244	363 445 087
Charges							
Administration générale	22	31 449 273	32 191 680	30 865 742	2 922 394		33 788 136
Sécurité publique	23	56 995 765	59 321 139	58 246 637	2 506 358		60 752 995
Transport	24	46 714 864	46 571 981	44 015 061	16 058 983	28 107 002	74 523 620
Hygiène du milieu	25	43 997 787	46 897 844	46 621 673	18 640 816	3 850 355	64 616 883
Santé et bien-être	26	2 940 412	1 718 000	764 171			764 171
Aménagement, urbanisme et développement	27	14 209 692	14 657 489	14 432 293	243 515		14 675 808
Loisirs et culture	28	36 360 149	40 719 417	36 841 156	7 070 886		43 912 042
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	13 719 487	16 186 916	12 228 277		978 501	13 206 778
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	44 936 975	44 936 975	47 442 952	(47 442 952)		
	33	291 324 404	303 201 441	291 457 962		32 935 858	306 240 433
Excédent (déficit) de l'exercice	34	45 146 434	26 984 072	56 163 268		1 041 386	57 204 654

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	45 146 434	26 984 072	56 163 268	1 041 386	57 204 654
Moins : revenus d'investissement	2	(42 261 930)	(27 455 000)	(23 095 659)	(1 543 495)	(24 639 154)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 884 504	(470 928)	33 067 609	(502 109)	32 565 500
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	44 936 975	44 936 975	47 442 952	6 407 899	53 850 851
Produit de cession	5	514 564		467 281	29 249	496 530
(Gain) perte sur cession	6	(141 833)		767 950	(1 304)	766 646
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	45 309 706	44 936 975	48 678 183	6 435 844	55 114 027
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	189 414		857 291		857 291
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	189 414		857 291		857 291
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	531 461		559 577		559 577
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	46 699		89 689		89 689
	15	578 160		649 266		649 266
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	2 822 043	4 840 000	4 591 406	45 053	4 636 459
Remboursement de la dette à long terme	17	(39 693 760)	(42 902 631)	(42 795 742)	(4 346 732)	(47 142 474)
	18	(36 871 717)	(38 062 631)	(38 204 336)	(4 301 679)	(42 506 015)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(4 899 488)	(6 000 000)	(6 385 386)	(81 036)	(6 466 422)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	647 572	(80 000)	1 112 195	1 724	1 113 919
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 947 955	2 249 487	2 684 124		2 684 124
Réserves financières et fonds réservés	22	2 938 709	(2 515 103)	(9 225 144)	173 677	(9 051 467)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(677 443)	(57 800)	(300 079)	(36 068)	(336 147)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	957 305	(6 403 416)	(12 114 290)	58 297	(12 055 993)
	26	10 162 868	470 928	(133 886)	2 192 462	2 058 576
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	13 047 372		32 933 723	1 690 353	34 624 076

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	42 261 930	23 095 659	1 543 495	24 639 154
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2 (	5 402 980 )(	3 011 113 )(	102 445 )(	3 113 558)
Sécurité publique	3 (	1 109 257 )(	1 215 060 )(	)	1 215 060)
Transport	4 (	46 774 158 )(	41 943 505 )(	2 463 069 )(	44 406 574)
Hygiène du milieu	5 (	39 158 854 )(	20 485 077 )(	(10 380) )(	20 474 697)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	411 217 )(	188 746 )(	)	188 746)
Loisirs et culture	8 (	26 186 453 )(	9 502 882 )(	)	9 502 882)
Réseau d'électricité	9 ())))
	10 (	119 042 919 )(	76 346 383 )(	2 555 134 )(	78 901 517)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11 (	636 564 )(	2 289 279 )(	)	2 289 279)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12 (	847 820 )(	5 009 728 )(	)	5 009 728)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	68 036 726	54 071 821	2 430 068	56 501 889
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	4 899 488	6 385 386	81 036	6 466 422
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15		575 000		575 000
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	5 970 550	8 456 534		8 456 534
	18	10 870 038	15 416 920	81 036	15 497 956
	19	(41 620 539)	(14 156 649)	(44 030)	(14 200 679)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	641 391	8 939 010	1 499 465	10 438 475

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2019</u>		<u>2020</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	12 680 456	38 626 154	5 748 660	44 374 814
Débiteurs (note 5)	2	135 852 886	132 527 984	23 001 048	155 012 383
Prêts (note 6)	3	2 185 960	6 546 422		6 546 422
Placements de portefeuille (note 7)	4	164 672	164 672	5 329 550	5 494 222
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	3 997 200	7 522 500	37 800	7 560 300
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	154 881 174	185 387 732	34 117 058	218 988 141
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	25 196 725	4 918	1 580 488	1 585 406
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	73 700 341	83 213 541	4 634 239	87 331 131
Revenus reportés (note 12)	12	21 090 040	17 446 622	4 249 300	21 695 922
Dette à long terme (note 13)	13	479 688 074	497 278 790	34 881 031	532 159 821
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	299 100	753 000		753 000
Autres passifs (note 14)	15		329 712	5 485 834	5 815 546
	16	599 974 280	599 026 583	50 830 892	649 340 826
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(445 093 106)	(413 638 851)	(16 713 834)	(430 352 685)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	1 116 375 480	1 145 023 499	68 917 249	1 213 940 748
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	15 825 647	17 257 635		17 257 635
Stocks de fournitures	20	2 205 996	2 144 111	341 792	2 485 903
Autres actifs non financiers (note 18)	21	6 525 640	1 216 531	270 653	1 487 184
	22	1 140 932 763	1 165 641 776	69 529 694	1 235 171 470
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	16 316 645	38 851 661	3 452 818	42 304 479
Excédent de fonctionnement affecté	24	4 205 378	6 159 024	784 569	6 943 593
Réserves financières et fonds réservés	25	11 338 270	16 550 362	183 545	16 733 907
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(28 118 012)	(24 109 047)	(363 678)	(24 472 725)
Financement des investissements en cours	27	(18 412 770)	(9 785 875)	(756 617)	(10 542 492)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	710 510 146	724 336 800	49 515 223	773 852 023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	695 839 657	752 002 925	52 815 860	804 818 785
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	111 271 581	108 279 931	118 845 897	116 306 712
Charges sociales	2	25 777 737	24 974 834	27 462 210	27 350 458
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	79 886 523	70 803 819	80 651 174	84 205 820
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	13 720 576	12 545 114	13 072 713	12 926 169
D'autres organismes municipaux					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 447 840	1 479 771	1 875 852	1 680 423
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	1 018 500	(1 796 608)	(1 741 787)	237 031
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	13 249 729	13 269 314	738 262	744 635
Transferts	13	4 665 196	4 886 801	405 515	495 060
Autres	14			134 166	127 552
Autres organismes					
Transferts	15	5 721 379	6 750 274	6 750 274	6 393 138
Autres	16			876 187	830 830
Amortissement des immobilisations	17	44 936 975	47 442 952	53 850 851	51 313 690
Autres					
▪ Récl. dommage et intérêt	18	343 370	193 697	193 697	1 475 227
▪ Aide fin. contribution	19	1 120 167	2 395 421	2 395 421	3 824 707
▪ Créance douteuse ou irrég.	20	41 868	232 642	730 001	588 219
	21	303 201 441	291 457 962	306 240 433	308 499 671

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1 5 883	5 960
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2 60 502	63 077
Autres revenus	3	
	4 66 385	69 037
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5 61 919	26 840
Variation de la provision pour moins-value	6 (20 230)	(1 494)
	7 41 689	25 346
Autres charges	8 (10 027)	(9 357)
	9 31 662	15 989
Excédent (déficit) de l'exercice	10 34 723	53 048
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE		
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 909 761	145 607
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13 569	267
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14 5 004 907	1 558 285
Provision pour moins-value	15 (184 948)	(205 178)
	16 4 819 959	1 353 107
	17 5 730 289	1 498 981
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	18 969 416	
Revenus reportés	19	
Dette à long terme	20 4 694 409	1 467 240
	21 5 663 825	1 467 240
Solde du Fonds local d'investissement	22 66 464	31 741
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE		
Libres - FLI régulier	23 283 608	40 607
Libres - Aide d'urgence aux PME	24	
Supportant les engagements de prêts - FLI régulier	25 215 000	105 000
Supportant les engagements de prêts - Aide d'urgence aux PME	26 411 153	
Supportant les garanties de prêts - FLI régulier	27	
Supportant les garanties de prêts - Aide d'urgence aux PME	28	
	29 909 761	145 607

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts FLI portent intérêt à des taux variant de 0 % à 11 % et viennent à échéance entre février 2021 et octobre 2027.

Dates d'échéance :

2021 :	375 237 \$
2022 :	286 760 \$
2023 :	232 341 \$
2024 :	150 219 \$
2025 et plus :	182 222 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La provision pour prêts douteux représente 220 200 \$. La valeur comptable des prêts dépréciés totalise 220 200 \$.

Les placements à titre d'investissement représentent 141 339 \$ et sont constitués d'actions dans des sociétés privées et publiques investies dans le cadre du FLI.

Note sur la dette à long terme

Emprunt sans intérêts, remboursable le 1er juin 2021 par un versement égal au capital non investi dans les entreprises au 31 décembre 2020. Les versements estimatifs à effectuer au cours des cinq exercices subséquents seront équivalents aux sommes reçues par l'organisme, durant la période de 12 mois précédant le 31 décembre de chaque année à titre d'encaissement en capital des prêts consentis.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Au cours de l'exercice, le Comité d'investissement et de soutien aux entreprises (CISE) a approuvé des prêts de 25 000 \$ dans le fonds local d'investissement. Ces prêts n'étaient pas déboursés en date de fin d'exercice.

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

S/O

Note sur les autres revenus et les autres charges

Les autres charges sont constituées de l'élément de subvention des prêts sans intérêts.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	1 158	1 819
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	35 794	60 023
Autres revenus	3	130 000	
	4	166 952	61 842
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5	42 479	26 840
Variation de la provision pour moins-value	6	(23 373)	(158)
	7	19 106	26 682
Intérêts sur la dette à long terme	8	5 408	20 708
Autres charges	9		
	10	24 514	47 390
Excédent (déficit) de l'exercice	11	142 438	14 452
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	287 169	74 040
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	178	121
Prêts aux entreprises	15	742 230	817 389
Provision pour moins-value	16	(128 297)	(151 670)
	17	613 933	665 719
	18	901 280	739 880
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19	24 445	5 483
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	600 000	600 000
	22	624 445	605 483
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24	276 835	134 397
	25	276 835	134 397
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	26	237 169	74 040
Supportant les engagements de prêts	27	50 000	
	28	287 169	74 040

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts FLS portent intérêt à des taux variant de 5 % à 10 % et viennent à échéance entre février 2021 et mai 2026.

Dates d'échéance :

2021 : 152 337 \$
2022 : 131 740 \$
2023 : 111 979 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

2024 : 95 160 \$
2025 et plus : 118 660 \$

La provision pour prêts douteux représente 157 443 \$. La valeur comptable des prêts dépréciés totalise 157 443 \$.

Les placements à titre d'investissement représentent 63 333 \$ et sont constitués d'actions dans des sociétés privées et publiques investies dans le cadre du FLS.

Note sur la dette à long terme

Emprunt de Fonds locaux de solidarité (FLS) d'un montant autorisé de 750 000 \$, 5 % payable trimestriellement, sans modalités de remboursement définies. De plus, la Ville devra payer, s'il y a lieu, une somme additionnelle calculée annuellement et égale au résultat de la multiplication de l'excédent ajusté des produits sur les charges du FLS par le pourcentage de la participation du prêteur dans le FLS moins les intérêts payés par l'emprunteur au prêteur sur le présent prêt pour la même période.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Au cours de l'exercice, le Comité d'investissement et de soutien aux entreprises (CISE) a approuvé des prêts de 25 000 \$ dans le fonds local de solidarité. Ces prêts n'étaient pas déboursés en date de fin d'exercice.

Note sur les autres revenus et les autres charges

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	42 304 479	18 120 343
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 943 593	4 951 961
Réserves financières et fonds réservés	3	16 733 907	11 653 914
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(24 472 725)	(28 497 352)
Financement des investissements en cours	5	(10 542 492)	(20 628 795)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	773 852 023	762 014 060
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	804 818 785	747 614 131

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	38 851 661	16 316 645
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	3 452 818	1 803 698
	11	42 304 479	18 120 343

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Ex-municipalités	12	228 416	215 876
▪ Affectation exercice suivant	13	4 084 600	2 046 000
▪ Cessions d'actifs	14	643 914	1 222 512
▪ aff.projets act.fin.non term.	15	1 202 094	720 990
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	6 159 024	4 205 378
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Activités après fermeture	22	784 569	746 583
▪	23		
▪	24		
	25	784 569	746 583
	26	6 943 593	4 951 961

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Fonds Auto-ass- Franchise ass	27 1 012 902	735 869
▪ Développement du terr	28 4 651 108	1 830 009
▪ Réserve pourvoir régime retr	29 214 514	211 206
▪ Cours d'eau, Lutte criminalité	30 588 020	442 054
▪ Autres	31 4 581 660	1 538 305
	32 11 048 204	4 757 443
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪ Cours d'eau, lutte criminalité	33 143 488	89 786
▪	34	
▪	35	
	36 143 488	89 786
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 379 377	322 915
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 3 021 008	418 314
Organismes contrôlés et partenariats	40 40 057	143 085
Montant non réservé		
Administration municipale	41 357 685	3 387 250
Organismes contrôlés et partenariats	42	82 773
Fonds local d'investissement	43 (58 844)	145 875
Fonds local de solidarité	44 257 435	68 679
Autres		
▪ FDE-FLI Ville	45 1 545 497	2 237 794
▪	46	
	47 5 542 215	6 806 685
	48 16 733 907	11 653 914

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (343 900)	(458 700)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 (1 272 700)	(1 457 200)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()	()
	54 (1 616 600)	(1 915 900)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (345 588)	(365 530)
Assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()	()
Autres		
▪	58 ()	()
▪	59 ()	()
	60 (1 962 188)	(2 281 430)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 (207)	(986)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres		
▪	66 ()	()
▪	67 ()	()
	68 (207)	(986)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (5 489 300)	(6 504 700)
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (5 294 409)	(2 067 240)
Autres		
▪ Fin.activité fonctionnemnt	72 (18 365 276)	(19 894 114)
▪ Dette LT FDE	73 (490 000)	(490 000)
	74 (29 638 985)	(28 956 054)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 524 712	497 636
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77 5 433 893	2 018 826
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪ FDE et FLII Ville	79 1 170 050	224 656
	80 7 128 655	2 741 118
	81 (24 472 725)	(28 497 352)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	24 151 730	17 797 416
Investissements à financer	83 (	34 694 222 )(	38 426 211)
	84	(10 542 492)	(20 628 795)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	1 213 940 748	1 189 173 439
Propriétés destinées à la revente	86	17 257 635	15 825 647
Prêts	87	6 546 422	2 185 960
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	164 672	164 672
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	1 237 909 477	1 207 349 718
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	1 237 909 477	1 207 349 718
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	532 159 821 )(	518 263 946)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	5 773 592 )(	5 873 410)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	50 957 350	54 064 573
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	28 626 823	25 797 109
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	102 233	81 825
	98 (	458 247 007 )(	444 193 849)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	5 810 447 )(	1 141 809)
	100 (	464 057 454 )(	445 335 658)
	101	773 852 023	762 014 060

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Description générale des Régimes de retraite enregistrés

Les régimes de retraite à prestations déterminées ont pour but d'accumuler les sommes nécessaires au versement de rentes viagères aux employés lors de leur retraite. Celles-ci sont calculées en fonction du nombre d'années de service et d'un pourcentage préétabli de la rémunération. Les paramètres servant à fixer la rente varient d'un régime à l'autre.

Depuis 2006, les groupes des Cadres, Professionnels, Cols Blancs, Cols Bleus et Policiers cotisent dans le nouveau régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lévis qui a été créé le 1er janvier 2004. Les pompiers cotisent, depuis 2010, dans le régime de retraite des employés de la Ville de Lévis (régime de l'ex-Ville de Lévis).

Le régime de retraite à prestations déterminées de la Société de transport de Lévis est en vigueur depuis le 1er janvier 2011 et s'applique au personnel cadre et professionnel non syndiqué.

Description du Régime supplémentaire de retraite

Le Régime supplémentaire de retraite des cadres supérieurs désignés (RSR) de la Ville de Lévis est entré en vigueur le 1er janvier 2011. L'objectif du RSR est de permettre à certains cadres supérieurs désignés de la Ville de recevoir des prestations de retraite supplémentaires en excédent de celles qui sont prévues aux termes du régime de base.

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (Loi). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (service antérieur) et le service qui s'accumule à compter de cette date (service postérieur). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés. Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (régimes avec report). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans en être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs);
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée).

Pour le service postérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi;
- Partage à 50/50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité;
- Partage à 50/50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité;
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10 % de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité).

Depuis la sanction de la Loi RRSM le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. À titre informatif, le rétablissement intégral de l'indexation automatique des rentes des participants retraités aurait pour effet d'augmenter la valeur des obligations constituées d'un montant estimé à 2 000 000 \$ au 31 décembre 2020.

Application de la Loi aux régimes de la Ville et ses entités consolidées

La Ville participe à un régime de retraite visé par la Loi. Le 8 mai 2017, la majorité des groupes de participants ont signé des ententes de restructuration avec la Ville. Le 15 mai 2019, le groupe de participants au régime qui n'avait toujours pas d'entente de restructuration avec la Ville a signé son entente pour le Régime complémentaire. Une sentence arbitrale a été rendue en juin 2019, complétant ainsi le processus de restructuration de la Loi RRSM.

Seule la mise en place d'un fonds de stabilisation, à compter du 8 mai 2017 (15 mai 2019 pour un groupe de participants), a un effet sur les résultats de l'exercice. Les cotisations de l'employeur au fonds de stabilisation s'élèvent à 821 761 \$ pour 2020. En conformité avec les directives du MAMH, les cotisations de l'employeur versées au fonds de stabilisation durant l'exercice ont été ajoutées au coût des services rendus de l'employeur aux fins de comptabilisation.

La constatation initiale des effets de la Loi avait été effectuée en conformité avec les directives du MAMH. En vertu des paramètres des ententes, notamment un partage du déficit à 45 % pour les employés actifs et l'abolition de l'indexation automatique au 31 décembre 2013.

Prestations

Régimes de retraite enregistrés

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant varie en fonction du régime auquel il a participé et de la fonction qu'il occupe.

Ces prestations sont en général basées sur le salaire final moyen, sauf dans le cas d'un régime inactif qui tient compte du salaire de chaque année de contribution, redressé en fonction d'une indexation. Le pourcentage préétabli est de 2 % par année de service. Il peut être réduit, selon le régime et le groupe d'employés, d'un pourcentage du maximum des gains admissibles fixé par Retraite Québec.

Enfin, pour certains groupes d'employés, des prestations de raccordement peuvent être accordées entre la date de retraite anticipée et la date normale de retraite.

Régime supplémentaire de retraite

Le participant qui prend sa retraite à sa date de retraite normale a droit à une

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

rente annuelle qui commence à lui être versée à compter de sa date de retraite normale.

Le montant de cette rente est égal à :

- a) 2 % de son salaire final moyen multiplié par sa période de service crédité; moins
- b) le montant de la rente qui lui est payable à compter de sa date de retraite normale en vertu des dispositions du régime de base, en supposant que cette rente soit payable selon le mode normal de versement prévu au régime de base.

Politiques de capitalisation et de placement

Régimes à prestations déterminées : Les politiques de capitalisation et de placement varient d'un régime à l'autre, selon les choix des comités de retraite et en fonction des dispositions des régimes.

Études actuarielles

Tous les régimes font l'objet d'une évaluation actuarielle à tous les trois ans, préparée par des actuaires, en fonction des dispositions légales applicables à ces types de régimes de retraite. Les dernières évaluations sont en date du 31 décembre 2018 pour les régimes de la Ville et en date du 31 décembre 2019 pour celui de la Société de transport de Lévis. Les prochaines évaluations actuarielles sont prévues au 31 décembre 2021 pour les régimes de la Ville et seront disponibles au cours de l'exercice financier 2022.

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	3 739 800	6 838 800
Charge de l'exercice	4 (	7 422 200)	(9 882 300)
Cotisations versées par l'employeur	5	10 489 700	6 783 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	6 807 300	3 739 800
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	429 229 100	394 719 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	434 686 400)	(396 169 500)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(5 457 300)	(1 450 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	12 433 300	5 190 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	6 976 000	3 739 800
Provision pour moins-value	12 (	168 700)	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	6 807 300	3 739 800
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	335 209 400	305 640 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	340 835 400)	(307 276 500)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	5 626 000)	(1 635 700)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 003 800	18 841 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	397 600	
	18 401 400	18 841 500
Cotisations salariales des employés	21 (9 555 700)	(10 970 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (20 600)	(21 600)
	23 8 825 100	7 849 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 778 100	1 194 300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 (332 400)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28 168 700	
Autres		
▪ Cot. rachat, volont, résiduel	29 60 600	1 165 400
▪ Cout service passés oblig impl	30 332 400	93 800
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 9 832 500	10 302 500
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 21 386 500	20 982 700
Rendement espéré des actifs	33 (23 796 800)	(21 402 900)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (2 410 300)	(420 200)
Charge de l'exercice	35 7 422 200	9 882 300
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 26 687 900	22 546 100
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (23 796 800)	(21 402 900)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 2 891 100	1 143 200
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (10 580 100)	3 608 300
Prestations versées au cours de l'exercice	40 12 244 100	12 192 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 436 235 700	404 232 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 958 400	377 800
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 35 273 900	39 552 500
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,68 %	5,98 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,68 %	5,98 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,95 %	2,95 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,10 %	2,10 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 3

Description des régimes et autres renseignements**Société de transport de Lévis**

Les employés de garage participent à un régime de retraite à prestations déterminées administré par le Syndicat national des employés de garage du Québec inc. Les employés cotisent au régime à un taux de 5,5 % et l'employeur y contribue à un taux de 10,5 % du salaire régulier. Étant donné que ce régime est un régime interemployeurs, la Société de transport de Lévis comptabilise ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées.

Les chauffeurs participent à un régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, soit le Régime de retraite des employés municipaux du Québec. Les employés cotisent au régime à un taux de 6,765 % et l'employeur y contribue à un taux de 6,785 % du salaire régulier, incluant la cotisation au fonds de stabilisation. Étant donné que ce régime est un régime interemployeurs, la Société de transport de Lévis comptabilise ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées.

Les employés de bureau syndiqués participent à un régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, soit le Régime de retraite par financement salarial de la FTQ. Les employés cotisent au régime à un taux de 4 % et l'employeur y contribue à un taux de 8 % du salaire régulier. Étant donné que ce régime est un régime interemployeurs, la Société de transport de Lévis comptabilise ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées.

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Autres régimes	110	498 931
	111	511 183
		498 931

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 2

Description des régimes et autres renseignements**Ville de Lévis**

La Ville participe à un régime enregistré d'épargne-retraite collectif établi au bénéfice des brigadiers scolaires. Sa contribution est de 7 %, tout comme celle des employés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière

La Régie contribue au régime enregistré d'épargne-retraite collectif des employés pour un montant équivalent à 4 % de leur salaire brut annuel. Le pourcentage est porté à 6 % après quatre années de service continu et à 8 % ou 9 % après neuf années de service continu. La contribution de l'employeur est conditionnelle à ce que les employés participent audit régime dans les mêmes proportions.

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	113	
Régime de retraite simplifié	114	
REER	115	
Autres régimes	116	65 536
	117	65 536

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	16

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice, comme établies par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	70 694	69 228
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	238 056	233 298
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	94 401	93 233
	122	332 457	326 531
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
TAXES		Réalisations	2020	Réalisations
		2020		2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	208 663 976	208 566 927	197 518 371
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	(20)	(20)	18 694
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	8 420 704	8 420 704	8 909 549
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	217 084 660	216 987 611	206 446 614
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	13 172 585	13 172 585	12 653 230
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	9 906 061	9 906 061	8 911 532
Matières résiduelles	13	14 258 252	14 258 252	13 626 383
Autres				
Fosses septiques	14	292 235	292 235	250 033
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	798 320	798 320	806 050
Service de la dette	18	1 434 745	1 434 745	1 213 296
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			251 652
	22	39 862 198	39 862 198	37 712 176
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	39 862 198	39 862 198	37 712 176
	27	256 946 858	256 849 809	244 158 790

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	611 681	611 681	212 433
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	90 026	90 026	23 797
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	701 707	701 707	236 230
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	3 123 022	3 123 022	2 663 960
Cégeps et universités	34	1 150 717	1 150 717	1 012 825
Écoles primaires et secondaires	35	3 173 846	3 173 846	2 803 890
	36	7 447 585	7 447 585	6 480 675
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	8 149 292	8 149 292	6 716 905
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	502 708	502 708	456 114
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	7 463	7 463	7 744
Taxes d'affaires	44			
	45	510 171	510 171	463 858
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	97 049	97 049	94 009
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			512 545
	48	97 049	97 049	606 554
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	623 180	623 180	
	51	623 180	623 180	
	52	9 379 692	9 379 692	7 787 317

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	147 272	147 272	8 486
Sécurité publique				
Police	54	751 403	751 403	721 238
Sécurité incendie	55	77 587	77 587	47 137
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	493 515	493 515	420 148
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		3 860 718	3 273 141
Transport adapté	62		2 079 204	2 091 291
Transport scolaire	63			
Autres	64		402 306	445 202
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67	93 820	93 820	113 813
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	445 292	445 292	365 683
Réseau de distribution de l'eau potable	69	255 568	255 568	174 524
Traitement des eaux usées	70	60 319	60 319	54 011
Réseaux d'égout	71	145 566	145 566	72 825
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	1 780 175	1 780 175	1 668 807
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74	21 518	21 518	194 017
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	171 615	171 615	196 670
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	123 642	123 642	5 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			39 175
Rénovation urbaine	84	144 435	144 435	896 291
Promotion et développement économique	85	2 130	2 130	2 857
Autres	86	67 859	67 859	15 454
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	55 737	55 737	124 151
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	590 605	590 605	473 188
Autres	89	105 175	105 175	117 162
Réseau d'électricité	90			
	91	5 533 233	11 875 461	11 520 271

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	3 472 651	3 472 651	1 875 255
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		1 543 495	6 404 151
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	1 954 965	1 954 965	270 889
Réseau de distribution de l'eau potable	108	4 236 162	4 236 162	1 069 881
Traitement des eaux usées	109	878 356	878 356	97 224
Réseaux d'égout	110	2 140 887	2 140 887	1 157 658
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
	Logement social	119		
	Sécurité du revenu	120		
	Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	122		
	Rénovation urbaine	123		
	Promotion et développement économique	124	2 386 031	2 386 031
	Autres	125		53 147
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	126	1 049 592	1 049 592
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	127	50 241	50 241
	Autres	128	913 750	913 750
	Réseau d'électricité	129		
		130	17 082 635	18 626 130
				17 796 335

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
	Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
	Péréquation	132		
	Neutralité	133		
	Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
	Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	2 715 145	1 632 225
	Fonds de développement des territoires	136	660 106	640 070
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137	2 942 352	2 875 857
	Dotation spéciale de fonctionnement	138		
	Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139		
	Autres	140	13 811 324	26 581
		141	17 186 575	5 174 733
	TOTAL DES TRANSFERTS	142	39 802 443	34 491 339

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	143		
	Évaluation	144		
	Autres	145		
		146		
Sécurité publique				
	Police	147	1 959 092	1 592 491
	Sécurité incendie	148		
	Sécurité civile	149		
	Autres	150		
		151	1 959 092	1 592 491
Transport				
	Réseau routier			
	Voirie municipale	152		
	Enlèvement de la neige	153		
	Autres	154		
	Transport collectif		343 475	383 726
	Autres	156		
		157	343 475	383 726
Hygiène du milieu				
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158		
	Réseau de distribution de l'eau potable	159		
	Traitement des eaux usées	160		
	Réseaux d'égout	161		
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	162		
	Matières recyclables			
	Collecte sélective			
	Collecte et transport	163		
	Tri et conditionnement	164		
	Autres	165		
	Autres	166		
	Cours d'eau	167		
	Protection de l'environnement	168		
	Autres	169		
		170		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
	Logement social	171		
	Autres	172		
		173		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	174		
	Rénovation urbaine	175		
	Promotion et développement économique	176		
	Autres	177		
		178		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	179		
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	180		
	Autres	181		
		182		
Réseau d'électricité				
		183		
		184	1 959 092	2 302 567
				1 976 217

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185	662	662	9 385
Évaluation	186	137 629	137 629	5 410
Autres	187	351 229	351 229	430 262
	188	489 520	489 520	445 057
Sécurité publique				
Police	189	339 978	339 978	180 104
Sécurité incendie	190	325 156	325 156	443 805
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193	665 134	665 134	623 909
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	159 157	159 157	765 999
Enlèvement de la neige	195	1 341 600	1 341 600	1 330 948
Autres	196	718 137	718 137	383 018
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197	1 046 667	5 013 541	7 721 840
Transport adapté	198		172 389	317 972
Transport scolaire	199			
Autres	200		41 274	17 160
Autres	201			
	202	3 265 561	7 446 098	10 536 937
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204	603 093	595 756	624 103
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206	603 093	595 756	624 104
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207	163 113	163 113	288 707
Matières recyclables	208			
Autres	209			
Cours d'eau	210			5 032
Protection de l'environnement	211	108 119	108 119	176 563
Autres	212		216 496	159 381
	213	1 477 418	1 679 240	1 877 890

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218	186 202	186 202	171 720
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220	372 403	372 403	110 526
Autres	221	470 115	470 115	559 808
	222	1 028 720	1 028 720	842 054
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	983 324	983 324	2 417 554
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	29 056	29 056	69 702
Autres	225	96 782	96 782	119 614
	226	1 109 162	1 109 162	2 606 870
Réseau d'électricité	227			
	228	8 035 515	12 417 874	16 932 717
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	9 994 607	14 720 441	18 908 934

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	1 926 589	1 926 589	1 849 564
Droits de mutation immobilière	231	14 057 344	14 057 344	12 226 138
Droits sur les carrières et sablières	232	30 959	30 959	300 000
Autres	233			
	234	16 014 892	16 014 892	14 375 702
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	3 723 923	3 723 923	3 952 016
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236	422 737	422 737	519 986
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	687 865	836 163	1 269 725
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	(767 950)	(766 646)	146 249
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239	4 632 111	4 632 111	1 797 748
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240		36 379	14 527
Contributions des promoteurs	241	2 757 392	2 757 392	27 952 701
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244	3 216 673	3 216 673	2 365 393
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	809 987	991 003	1 206 449
	247	10 648 213	10 866 912	33 483 067
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	3 098 859	98 712	3 197 571	3 197 571	3 468 563
Greffe et application de la loi	2	5 741 406	119 662	5 861 068	5 861 068	5 875 523
Gestion financière et administrative	3	12 956 481	1 765 342	14 721 823	14 721 823	14 022 230
Évaluation	4	2 577 530	49 410	2 626 940	2 626 940	3 688 999
Gestion du personnel	5	3 561 994	33 457	3 595 451	3 595 451	3 405 301
Autres						
▪	6	2 929 472	855 811	3 785 283	3 785 283	3 539 022
▪	7					
	8	30 865 742	2 922 394	33 788 136	33 788 136	33 999 638
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	32 895 716	950 479	33 846 195	33 846 195	34 790 321
Sécurité incendie	10	22 580 357	1 555 879	24 136 236	24 136 236	23 195 509
Sécurité civile	11					128 094
Autres	12	2 770 564		2 770 564	2 770 564	1 280 415
	13	58 246 637	2 506 358	60 752 995	60 752 995	59 394 339
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	8 185 413	14 207 164	22 392 577	22 392 577	21 357 157
Enlèvement de la neige	15	21 008 145	865 862	21 874 007	21 874 007	25 248 187
Éclairage des rues	16	1 387 575	99 613	1 487 188	1 487 188	1 549 849
Circulation et stationnement	17	910 432	106 435	1 016 867	1 016 867	767 864
Transport collectif						
Transport en commun	18	12 523 496		12 523 496	26 973 072	27 710 544
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21		779 909	779 909	779 909	831 325
	22	44 015 061	16 058 983	60 074 044	74 523 620	77 464 926

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	5 168 470	2 641 544	7 810 014	7 810 014	6 974 021
Réseau de distribution de l'eau potable	24	9 712 290	5 171 934	14 884 224	14 884 224	14 922 133
Traitement des eaux usées	25	3 409 308	3 557 727	6 967 035	6 967 035	6 307 310
Réseaux d'égout	26	7 011 434	6 194 375	13 205 809	13 205 809	13 028 615
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	6 329 209		6 329 209	6 329 209	7 303 036
Élimination	28	5 738 199	867 653	6 605 852	5 960 246	5 887 473
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	2 318 675		2 318 675	2 318 675	2 137 133
Tri et conditionnement	30	1 901 541		1 901 541	1 901 541	1 751 206
Matières organiques						
Collecte et transport	31	1 139 017		1 139 017	1 139 017	1 082 871
Traitement	32	1 185 508		1 185 508	1 185 508	1 127 070
Matériaux secs	33	603 903		603 903	603 903	379 303
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	67 725		67 725	67 725	108 056
Protection de l'environnement	38	1 772 559		1 772 559	1 772 559	1 609 501
Autres	39	263 835	207 583	471 418	471 418	454 235
	40	46 621 673	18 640 816	65 262 489	64 616 883	63 071 963
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	619 171		619 171	619 171	2 795 412
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	145 000		145 000	145 000	145 000
	44	764 171		764 171	764 171	2 940 412

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	7 481 479	240 894	7 722 373	7 348 558	
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	17 234		17 234	25 000	
Autres biens	47				1 210 000	
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	5 658 145	2 621	5 660 766	5 202 614	
Tourisme	49	418 144		418 144	478 978	
Autres	50	857 291		857 291	189 414	
Autres	51					
	52	14 432 293	243 515	14 675 808	14 454 564	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	5 750 245	1 525 367	7 275 612	6 660 507	
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 505 930	137 172	3 643 102	3 822 779	
Piscines, plages et ports de plaisance	55	3 120 412	164 266	3 284 678	2 864 531	
Parcs et terrains de jeux	56	14 763 096	3 344 023	18 107 119	17 046 186	
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58		329 625	329 625	327 549	
Autres	59	226 974	391 188	618 162	542 725	
	60	27 366 657	5 891 641	33 258 298	31 264 277	
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	4 820 474	292 721	5 113 195	5 456 332	
Bibliothèques	62	4 537 930	703 431	5 241 361	5 428 717	
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64		20 906	20 906	18 379	
Autres	65	116 095	162 187	278 282	162 501	
	66	9 474 499	1 179 245	10 653 744	11 065 929	
	67	36 841 156	7 070 886	43 912 042	42 330 206	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	12 954 140		12 954 140	13 787 145	13 553 000
Autres frais	70	1 070 745		1 070 745	1 161 420	1 053 592
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	(2 411 900)		(2 411 900)	(2 410 300)	(420 200)
Autres	72	615 292		615 292	668 513	657 231
	73	12 228 277		12 228 277	13 206 778	14 843 623
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	47 442 952 (	47 442 952)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	7 268 441	7 268 441	18 011 209
	Usines de traitement de l'eau potable	2	905 681	905 681	484 485
	Usines et bassins d'épuration	3	1 859 046	1 859 046	978 163
	Conduites d'égout	4	9 144 004	9 144 004	19 308 656
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	720 519	697 898	240 151
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	33 070 432	33 070 432	42 923 388
	Ponts, tunnels et viaducs	7	2 792 381	2 792 381	326 957
	Systèmes d'éclairage des rues	8	1 096 968	1 096 968	549 902
	Aires de stationnement	9	375 007	375 007	671 678
	Parcs et terrains de jeux	10	3 475 832	3 488 073	1 443 230
	Autres infrastructures	11	2 542 781	3 765 159	2 795 462
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	2 858 836	3 401 730	4 597 684
	Édifices communautaires et récréatifs	14	2 032 552	2 032 552	17 246 993
	Améliorations locatives	15	80 185	80 185	
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16		(13 175)	1 998 312
	Autres	17	2 868 238	2 881 861	4 623 853
	Ameublement et équipement de bureau	18	2 627 276	2 730 720	3 037 557
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	628 350	1 287 516	6 215 721
	Terrains	20	1 999 854	2 037 038	
	Autres	21			103 553
		22	76 346 383	78 901 517	125 556 954

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	1 030 011	1 030 011	2 818 251
	Usines de traitement de l'eau potable	24	740 688	740 688	453 796
	Usines et bassins d'épuration	25	661 953	661 953	443 906
	Conduites d'égout	26	4 487 241	4 487 241	5 157 744
	Autres infrastructures	27	25 923 017	25 935 258	23 652 128
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	6 238 430	6 238 430	15 192 958
	Usines de traitement de l'eau potable	29	164 993	164 993	30 689
	Usines et bassins d'épuration	30	1 197 093	1 197 093	534 257
	Conduites d'égout	31	4 656 763	4 656 763	14 150 912
	Autres infrastructures	32	18 150 903	19 350 660	25 298 640
	Autres immobilisations	33	13 095 291	14 438 427	37 823 673
		34	76 346 383	78 901 517	125 556 954

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 222 512	159 693	738 291	643 914
Réserves financières et fonds réservés	3	3 805 564	261 148	688 016	3 378 696
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	96 123 386	7 875 270	7 290 715	96 707 941
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	366 364 081	54 355 704	40 258 682	380 461 103
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	467 515 543	62 651 815	48 975 704	481 191 654
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	54 064 573	4 395 038	7 502 261	50 957 350
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	54 064 573	4 395 038	7 502 261	50 957 350
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	54 064 573	4 395 038	7 502 261	50 957 350
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16	2 195 923	3 384 694		5 580 617
	17	361 317	(157 525)		203 792
	18	56 621 813	7 622 207	7 502 261	56 741 759
	19	524 137 356	70 274 022	56 477 965	537 933 413
Dette en cours de refinancement	20 ()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	524 137 356	70 274 022	56 477 965	537 933 413

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	502 811 471
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	33 320 884
Activités de fonctionnement à financer	3	909 929
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	4 022 610
Débiteurs	9	35 339 666
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	5 784 409
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	23 535 009
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	468 360 590
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	20 260 876
Endettement net à long terme	17	488 621 466
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	520 457
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	489 141 923
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	489 141 923
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	1		
	Évaluation	2		
	Autres	3		
Sécurité publique				
	Police	4		
	Sécurité incendie	5		
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		
Transport				
	Réseau routier	8		
	Transport collectif	9	12 523 496	
	Autres	10		
Hygiène du milieu				
	Eau et égout	11		
	Matières résiduelles	12		
	Cours d'eau	13		
	Protection de l'environnement	14		
	Autres	15		
Santé et bien-être				
	Logement social	16		
	Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	745 818	738 262
	Rénovation urbaine	19		744 635
	Promotion et développement économique	20		
	Autres	21		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	22		
	Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité				
		24		
		25	13 269 314	738 262
				744 635

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1	1 831 092	1 854 987
Charges sociales	2	293 042	356 866
Biens et services	3	73 794 059	115 721 548
Frais de financement	4	416 949	873 642
Autres	5	11 241	235 876
	6	76 346 383	119 042 919

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	138,19	35,00	255 194,00	17 214 373	3 834 177	21 048 550
Professionnels	2	153,08	35,00	293 184,00	15 526 663	3 656 385	19 183 048
Cols blancs	3	356,54	35,00	685 294,00	23 856 407	5 512 953	29 369 360
Cols bleus	4	309,92	40,00	654 666,00	22 018 147	5 008 450	27 026 597
Policiers	5	157,74	40,00	331 077,00	18 077 321	4 128 245	22 205 566
Pompiers	6	135,64	40,00	284 295,00	12 267 830	2 848 916	15 116 746
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	1 251,11		2 503 710,00	108 960 741	24 989 126	133 949 867
Élus	9	16,00			1 150 282	278 750	1 429 032
	10	1 267,11			110 111 023	25 267 876	135 378 899

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	445 292	500 158	1 454 807		2 400 257
Réseau de distribution de l'eau potable	13	255 568	1 321 244	2 914 917		4 491 729
Traitement des eaux usées	14	60 319	185 035	693 321		938 675
Réseaux d'égout	15	145 566	310 998	1 829 889		2 286 453
Autres	16	21 813 063	4 895 913	2 976 353		29 685 329
	17	22 719 808	7 213 348	9 869 287		39 802 443

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	(90 378)	6 720
Autres	3	895 776	1 301 290
	4	805 398	1 308 010
Sécurité publique			
Police	5	(360 912)	57 490
Sécurité incendie	6	(63 041)	163 229
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	(423 953)	220 719
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	5 719 255	5 416 051
Enlèvement de la neige	11	(58 024)	6 341
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	91 116	97 737
	15	5 752 347	5 520 129
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	769 853	831 158
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 247 825	1 245 315
Traitement des eaux usées	18	1 130 334	1 223 628
Réseaux d'égout	19	1 196 255	1 112 414
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	223 680	236 334
Matières recyclables	21	459	827
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	29 681	31 226
Autres	25		
	26	4 598 087	4 680 902
Santé et bien-être			
Logement social	27	102 552	77 475
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	102 552	77 475
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	(158 362)	56 288
Rénovation urbaine	32	311 647	392 180
Promotion et développement économique	33	(7 133)	88 170
Autres	34	20 884	38 274
	35	167 036	574 912
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	947 838	954 618
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	50 147	112 819
Autres	38	228 825	269 903
	39	1 226 810	1 337 340
Réseau d'électricité			
	40		
	41	12 228 277	13 719 487

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire - G. Lehouillier	Maire	160 473	17 044		
Dist 1 - M. Fortier	Conseiller	36 362	17 044		
Dist 2 - C. Genest	Conseiller	94 209	17 044		
Dist 3 - I. Demers	Conseiller	36 362	17 044		
Dist 4 - R. Lamontagne	Conseiller	69 790	17 044		
Dist 5 - K. Lavertu	Conseiller	36 362	17 044		
Dist 6 - M. Turner	Conseiller	69 790	17 044		
Dist 7 - G. Dumoulin	Maire suppléant	106 420	17 044		
Dist 8 - K. Laflamme	Conseiller	36 362	17 044		
Dist 9 - B. Duchesneau	Conseiller	94 209	17 044		
Dist 10 - S. Dorval	Conseiller	36 362	17 044		
Dist 11 - S. Côté	Conseiller	94 209	17 044		
Dist 12 - J. Jones	Conseiller	94 209	17 044		
Dist 13 - A. Landry	Conseiller	36 362	17 044		
Dist 14 - F. Paradis	Conseiller	36 362	17 044		
Dist 15 - A. Jeffrey	Conseiller	69 790	17 044		
Prés STL - M. Fortier				46 406	

Note

Allocation de dépenses : le montant maximum pour 2020 est de 17 044 \$.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|----|--------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <u>10 165 947</u> | | | \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | | |
|---|----|-------------------------------------|---|--------------------------|----|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | <u>393 142</u> | | | \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> | 9 | <input type="checkbox"/> | |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | <u>2 835</u> | | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | <u>12 851</u> | | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | <u> </u> | | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | <u> </u> | | | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | <u> </u> | | | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | <u>254</u> | | | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | <u>3 633 041</u> | | | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | <u> </u> | | | \$ |
| Ligne 18 : Créiteurs et charges à payer | 18 | <u>801 594</u> | | | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | <u> </u> | | | \$ |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI** **NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 1 891 413 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 14 057 344 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 73 561 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 8 704 000 \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 8 704 000 \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Ouvrages d'amélioration sur le réseau routier : revêtement mécanisé de la chaussée et remplacement ou construction de bordures
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 CV-2021-00-30
- b) Date d'adoption de la résolution 55 2021-01-25
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 59 _____
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

- a causé sa mort

64 _____

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)

68 _____

- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au trésorier de la
Ville de Lévis,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (état) de la **VILLE DE LÉVIS** (Ville) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de l'établissement de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.¹

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

Québec, Canada
Le 18 juin 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A102687

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	7
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	8
Questionnaire	10

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	210 019 600
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	8 725 283
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	218 744 883

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	13 347 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	10 207 320
Matières résiduelles	13	14 805 100
Autres		
▪ Fosses septiques	14	290 900
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	806 050
Service de la dette	18	1 026 858
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	40 483 228
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	40 483 228
	27	259 228 111

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	611 700
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	90 100
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	701 800

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	3 115 332
Cégeps et universités	7	1 150 717
Écoles primaires et secondaires	8	3 165 647
	9	7 431 696

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	8 133 496

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	503 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	7 400
Taxes d'affaires	17	
	18	510 400

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	98 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	98 000

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	582 700
	24	582 700
	25	9 324 596

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	14 059 098 658 x	0,7778 /100 \$	109 354 000				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	1 929 084 397 x	0,7778 /100 \$	15 005 000				
Immeubles non résidentiels	4	2 625 506 587 x	2,4421 /100 \$	64 117 000				
Immeubles industriels	5	444 745 101 x	3,1523 /100 \$	14 020 000				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	426 611 800 x	1,5556 /100 \$	6 637 000				
Immeubles agricoles	8	120 697 459 x	0,6870 /100 \$	829 000				
Total	9			209 962 000	()	()	57 600	210 019 600
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27			()	()			
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36			()	()			
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%	()	()			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>175,00 \$</u>
Égout	2 <u>\$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>135,00 \$</u>
Matières résiduelles	5 <u>149,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Taxe spéciale pour dettes ex-villes			
Lévis	0,0007	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Pintendre	0,0004	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Ste-Hélène-de-Breakeyville	0,0030	1 - du 100 \$ d'évaluation	
St-Nicolas	0,0006	1 - du 100 \$ d'évaluation	
St-Rédempteur	0,0031	1 - du 100 \$ d'évaluation	
St-Romuald	0,0004	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Eau avec compteur	0,6410	7 - autres (préciser)	du mètre cube
Eau superficie 1 à 250 pieds carrés	68,0000	7 - autres (préciser)	par local
Eau superficie 251 à 500 pieds carrés	148,0000	7 - autres (préciser)	par local
Eau superficie 501 et + pieds carrés	201,0000	7 - autres (préciser)	par local
Tarif égout assainissement avec compteur	0,5070	7 - autres (préciser)	du mètre cube
Égout ass.superficie 1 à 250 pieds c.	52,0000	7 - autres (préciser)	par local
Égout ass.superficie 251 à 500 pieds c.	119,0000	7 - autres (préciser)	par local
Égout ass.superficie 501 et + pieds c.	161,0000	7 - autres (préciser)	par local
Déchets non résidentiels			
Déchets superficie 1 à 250 pieds c.	58,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Déchets superficie 251 à 500 pieds c.	129,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Déchets superficie 501 à 750 pieds c.	152,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Déchets superficie 751-1000 pieds c.	168,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Déchets superficie 1001-2000 pieds c.	505,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Déchets superficie 2001 et + pieds c.	1 019,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Déchets roll-off transport	104,0000	7 - autres (préciser)	par voyage
Déchets roll-off disposition	106,0000	7 - autres (préciser)	par tonne métrique
Déchets - Chargement avant			
-Sans compacteur			
-2 verges cubes	765,0000	7 - autres (préciser)	1 levée par semaine
-4 verges cubes	1 282,0000	7 - autres (préciser)	1 levée par semaine
-6 verges cubes	1 800,0000	7 - autres (préciser)	1 levée par semaine
-8 verges cubes	2 468,0000	7 - autres (préciser)	1 levée par semaine
-Avec compacteur			
-2 verges cubes	2 003,0000	7 - autres (préciser)	1 levée par semaine

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Description	Taux	Code	Préciser
-4 verges cubes	3 764,0000	7 - autres (préciser)	1 levée par semaine
-6 verges cubes	5 522,0000	7 - autres (préciser)	1 levée par semaine
-8 verges cubes	7 430,0000	7 - autres (préciser)	1 levée par semaine
Vidange fosse septique	85,0000	7 - autres (préciser)	par unité
Compensation pour services municipaux	0,6000	1 - du 100 \$ d'évaluation	art.204 par.5,10,11,19
Compensation pour services municipaux Et autres taxes de secteur	0,7778	1 - du 100 \$ d'évaluation	art.204 par.12
Liste non exhaustive			
Se référer au règlement RV-2020-20-84			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	55 558 981	17 137 649	1 134	2 246 790	10 353 691	417 683
De secteur	2	900 000	465 641	52	69 591	298 905	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	105 919	54 800	6	8 190	35 177	
Autres	5	5 808 920	1 349 065		167 469	4 919 274	1 872
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	62 373 820	19 007 155	1 192	2 492 040	15 607 047	419 555

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	124 293 470	10 202		210 019 600
De secteur	2	6 677 179	11 524	302 391	8 725 283
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	785 822	1 356	35 588	1 026 858
Autres	5	25 057 994	119 396	1 226 330	38 650 320
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	156 814 465	142 478	1 564 309	258 422 061

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	266 882	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-14	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	312 986 791	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	48 117 391	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	13 292 279	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	4 084 600	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Christian Tanguay, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Lévis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 28 juin 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Lévis.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Lévis consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Lévis détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-06-17 13:22:32

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	294 208 908	302 730 513	324 525 571	32 433 749	338 805 933
Investissement	2	42 261 930	27 455 000	23 095 659	1 543 495	24 639 154
	3	336 470 838	330 185 513	347 621 230	33 977 244	363 445 087
Charges	4	291 324 404	303 201 441	291 457 962	32 935 858	306 240 433
Excédent (déficit) de l'exercice	5	45 146 434	26 984 072	56 163 268	1 041 386	57 204 654
Moins : revenus d'investissement	6 (	42 261 930)	(27 455 000)	(23 095 659)	(1 543 495)	(24 639 154)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	2 884 504	(470 928)	33 067 609	(502 109)	32 565 500
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	44 936 975	44 936 975	47 442 952	6 407 899	53 850 851
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	2 822 043	4 840 000	4 591 406	45 053	4 636 459
Remboursement de la dette à long terme	10 (	39 693 760)	(42 902 631)	(42 795 742)	(4 346 732)	(47 142 474)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	4 899 488)	(6 000 000)	(6 385 386)	(81 036)	(6 466 422)
Excédent (déficit) accumulé	12	5 856 793	(403 416)	(5 728 904)	139 333	(5 589 571)
Autres éléments de conciliation	13	1 140 305		2 741 788	27 945	2 769 733
	14	10 162 868	470 928	(133 886)	2 192 462	2 058 576
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	13 047 372		32 933 723	1 690 353	34 624 076

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020	2019
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	12 680 456	38 626 154	44 374 814
Débiteurs	2	135 852 886	132 527 984	155 012 383
Placements de portefeuille	3	164 672	164 672	5 494 222
Autres	4	6 183 160	14 068 922	14 106 722
	5	154 881 174	185 387 732	218 988 141
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	479 688 074	497 278 790	532 159 821
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	299 100	753 000	299 100
Autres	9	119 987 106	100 994 793	116 428 005
	10	599 974 280	599 026 583	649 340 826
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(445 093 106)	(413 638 851)	(430 352 685)
Actifs non financiers				
Immobilisations	12	1 116 375 480	1 145 023 499	1 213 940 748
Autres	13	24 557 283	20 618 277	21 230 722
	14	1 140 932 763	1 165 641 776	1 235 171 470
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	16 316 645	38 851 661	42 304 479
Excédent de fonctionnement affecté	16	4 205 378	6 159 024	6 943 593
Réserves financières et fonds réservés	17	11 338 270	16 550 362	16 733 907
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	28 118 012 ) (	24 109 047 ) (	24 472 725) (
Financement des investissements en cours	19	(18 412 770)	(9 785 875)	(10 542 492)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	710 510 146	724 336 800	773 852 023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	695 839 657	752 002 925	804 818 785

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Ex-municipalités	23	228 416	215 876
▪ Affectation exercice suivant	24	4 084 600	2 046 000
▪ Cessions d'actifs	25	643 914	1 222 512
▪ aff.projets act.fin.non term.	26	1 202 094	720 990
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	6 159 024	4 205 378
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	784 569	746 583
	34	6 943 593	4 951 961
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
Organismes contrôlés et partenariats ¹	35	16 550 362	11 338 270
	36	183 545	315 644
	37	23 677 500	16 605 875

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	468 360 590
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	489 141 923

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020 Total consolidé	2019 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	4 022 610	5 028 076
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	380 461 103	366 364 081
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	96 707 941	96 123 386
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	50 957 350	54 064 573
Autres	8	5 784 409	2 557 240
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	537 933 413	524 137 356

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Réalizations 2019	Budget 2020	Réalizations 2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	244 001 124	256 378 859	256 946 858	256 849 809
Compensations tenant lieu de taxes	12	7 787 317	8 274 611	9 379 692	9 379 692
Quotes-parts	13				
Transferts	14	8 009 513	9 715 852	22 719 808	32 004 388
Services rendus	15	11 879 812	13 135 037	9 994 607	14 720 441
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	18 547 704	13 444 250	20 130 593	20 130 593
Autres	17	3 983 438	1 781 904	5 354 013	5 721 010
	18	294 208 908	302 730 513	324 525 571	338 805 933
Investissement					
Taxes	19	251 652			
Quotes-parts	20				
Transferts	21	11 392 184	26 185 000	17 082 635	18 626 130
Autres	22	30 618 094	1 270 000	6 013 024	6 013 024
	23	42 261 930	27 455 000	23 095 659	24 639 154
	24	336 470 838	330 185 513	347 621 230	363 445 087

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Administration générale	1	30 865 742	2 922 394	33 788 136	33 788 136	33 999 638
Sécurité publique						
Police	2	32 895 716	950 479	33 846 195	33 846 195	34 790 321
Sécurité incendie	3	22 580 357	1 555 879	24 136 236	24 136 236	23 195 509
Autres	4	2 770 564		2 770 564	2 770 564	1 408 509
Transport						
Réseau routier	5	31 491 565	15 279 074	46 770 639	46 770 639	48 923 057
Transport collectif	6	12 523 496		12 523 496	26 973 072	27 710 544
Autres	7		779 909	779 909	779 909	831 325
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	25 301 502	17 565 580	42 867 082	42 867 082	41 232 079
Matières résiduelles	9	19 216 052	867 653	20 083 705	19 438 099	19 668 092
Autres	10	2 104 119	207 583	2 311 702	2 311 702	2 171 792
Santé et bien-être	11	764 171		764 171	764 171	2 940 412
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	7 481 479	240 894	7 722 373	7 722 373	7 348 558
Promotion et développement économique	13	6 933 580	2 621	6 936 201	6 936 201	5 871 006
Autres	14	17 234		17 234	17 234	1 235 000
Loisirs et culture	15	36 841 156	7 070 886	43 912 042	43 912 042	42 330 206
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	12 228 277		12 228 277	13 206 778	14 843 623
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	244 015 010	47 442 952	291 457 962	306 240 433	308 499 671
Amortissement des immobilisations	20	47 442 952	(47 442 952)			
	21	291 457 962		291 457 962	306 240 433	308 499 671

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	42 261 930	23 095 659	1 543 495	24 639 154
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations - Acquisition	2 (	119 042 919 )(	76 346 383 )(	2 555 134 )(	78 901 517)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	1 484 384 )(	7 299 007 )(	)	7 299 007)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	68 036 726	54 071 821	2 430 068	56 501 889
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	4 899 488	6 385 386	81 036	6 466 422
Excédent accumulé	6	5 970 550	9 031 534		9 031 534
	7	(41 620 539)	(14 156 649)	(44 030)	(14 200 679)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	8	641 391	8 939 010	1 499 465	10 438 475

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14